SES · TERMINALE GÉNÉRALE

Quelles politiques économiques dans le cadre européen ?



6 notions, l'essentiel à retenir et les pièges à éviter.

1 L'intégration européenne

- Traité de Rome (1957) : marché commun. Acte unique (1986) : marché unique en 1993, quatre libertés (biens, services, capitaux, personnes).
- Maastricht (1992) : union économique et monétaire ; euro en 1999, pièces et billets en 2002.
- En 2026 : 27 pays dans l'Union, 21 dans la zone euro (Bulgarie depuis le 1er janvier 2026).

2 La politique de la concurrence

- Commission européenne : interdit ententes et abus de position dominante, contrôle fusions et aides d'État.
- Objectif : prix bas, choix et innovation pour les consommateurs ; amendes jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires mondial.
- Limite débattue : refus de fusions (Alstom-Siemens, 2019) contre création de champions européens.

3 La politique monétaire de la BCE

- BCE indépendante, objectif principal : inflation de 2 % à moyen terme.
- Taux directeur ↘ : crédit moins cher, demande ↗ ; taux ↗ : demande et inflation ↘.
- Taux négatifs et achats de titres dans les années 2010 ; hausse du taux de dépôt de – 0,5 % à 4 % (2022-2023) face à une inflation de 8,4 % en 2022.

4 Les politiques budgétaires

déficit public $\leq$ 3 % du PIB ; dette publique $\leq$ 60 % du PIB

- Nationales : stabilisateurs automatiques et relance (effet multiplicateur), mais dette, éviction et fuite par les importations.
- Règles : Maastricht (1992), pacte de stabilité (1997), traité budgétaire (2012), suspension 2020-2023, réforme de 2024.
- Justification : externalités et passager clandestin ; critique : rigueur imposée en récession.

5 Chocs asymétriques

- Choc qui touche un pays plus que les autres : un taux unique ne peut pas lui répondre.
- Zone monétaire optimale (Mundell, 1961) : mobilité du travail, flexibilité des salaires, transferts budgétaires.
- Zone euro : peu de mobilité et pas de grand budget commun, d'où une dévaluation interne lente et coûteuse.

6 La coordination

- Policy mix : une BCE et 21 budgets ; chacun, seul, relance trop peu ou compte sur les autres.
- Avancées : Mécanisme européen de stabilité (2012), NextGenerationEU (2020, emprunt commun d'environ 750 Md€ aux prix de 2018).
- Débat : budget fédéral et solidarité contre discipline et risque d'aléa moral.

Pièges à éviter

- Confondre Union européenne (27 pays) et zone euro (21 pays).
- Croire que la BCE décide des budgets des États ou peut les financer directement.
- Croire qu'une position dominante est interdite : seul son abus l'est.
- Confondre déficit (flux annuel) et dette (stock).
- Exprimer en % l'écart entre deux taux, qui se mesure en points de pourcentage.